

MILITARISATION OU DEMILITARISATION DU MONDE ?

L'évolution des dépenses militaires mondiales en longue période.

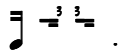
les années qui ont suivi l'implosion de l'URSS et la disparition du pacte de Varsovie ont été marquées par une baisse sensible des budgets de défense des principaux pays occidentaux. Ce mouvement a été caractérisé comme celui des « dividendes de la paix ». Ce concept incertain renvoyait au fait d'une contraction importante des dépenses militaires, considérée comme un phénomène durable, donc comme une inflexion majeure de la place de la défense dans les dépenses publiques mondiales. Néanmoins, des interrogations subsistent sur la réalité de ce mouvement et surtout sur sa pérennité. On présentera donc d'abord des éléments d'analyse sur l'évolution des dépenses militaires mondiales depuis la fin des années cinquante, en utilisant divers ratios (dépenses militaires, ventes d'armes, effectifs militaires, arsenaux nucléaires), puis on détaillera l'analyse sur l'OTAN d'abord et sur le cas français ensuite sur la même période.

1 Quelle est la réalité du mouvement mondial de contraction des dépenses militaires ?

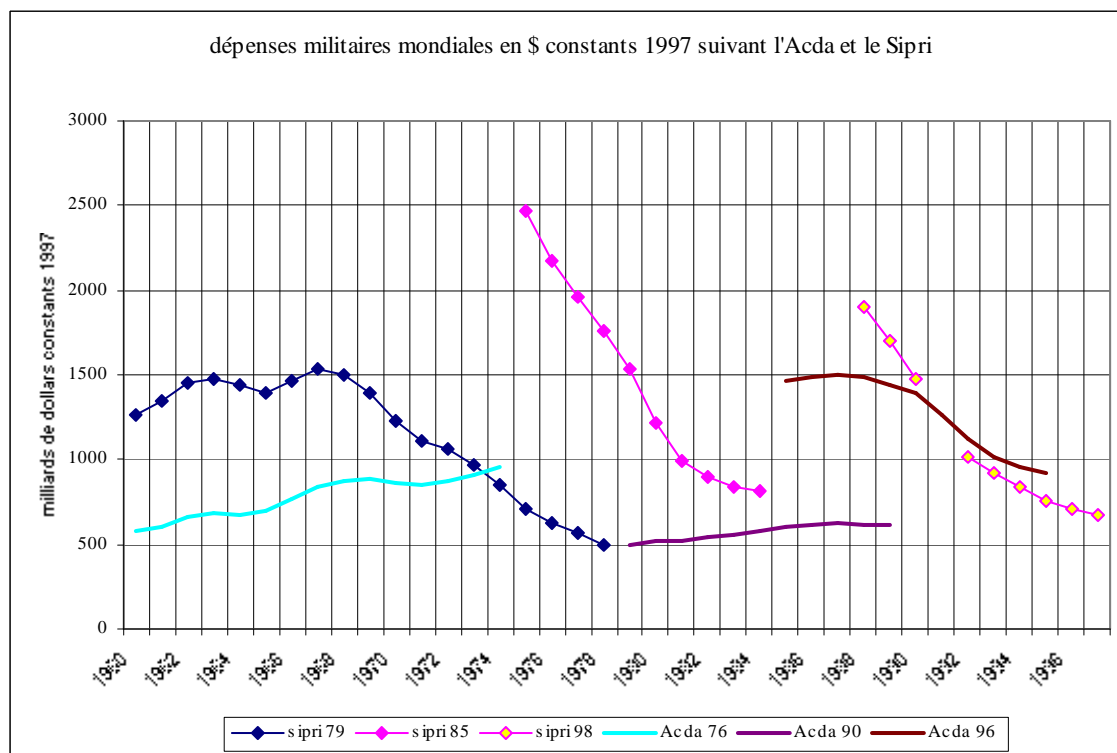
La mesure des dépenses militaires mondiales se heurte à de sérieux problèmes statistiques : les deux sources les plus souvent utilisées, en ce qui concerne les budgets militaires, sont le SIPRI¹ suédois et l'ACDA américaine. Or ces deux sources

¹ Stockholm International Peace Research Institute et Arms Control and Disarmament Agency

aboutissent à des résultats étonnamment différents. De plus, au fur et à mesure des parutions annuelles, chacune de ces sources réévaluent les données qu'elle publie et l'on constate également de fortes différences, pour une même source, d'une année sur l'autre.



On a visualisé ces résultats sur le graphique 1, en utilisant trois parutions espacées dans le temps des annuaires du SIPRI et de l'ACDA.²



On constate la très grande variabilité des résultats pour une même source : les rapports des estimations sont de un à trois pour le SIPRI pour les années 1986 à 1989, de un à quatre pour l'ACDA pour les années 1976 à 1978 ! On observe également la différence

l'IISS (International Institute for Strategic Studies) de Londres publie tous les le volume « Military Balance ». Mais le SIPRI et l'ACDA sont les seules sources à publier régulièrement des récapitulatifs des dépenses militaires mondiales.

² la représentation en utilisant tous les annuaires aboutit à un graphique d'une faible lisibilité mais dont les traits essentiels ne diffèrent pas de la figure publiée ici.

entre les sources: elle est particulièrement marquée pour la période 1960 à 1972, tant en valeur (écart du simple au triple) qu'en sens de l'évolution (augmentation régulière pour le SIPRI dans la période, stagnation puis baisse pour l'ACDA). L'incertitude pour la période 1976 à 1980 est extrême, le SIPRI s'est d'ailleurs refusé à publier des données récapitulatives pour cette période.

Compte tenu de ces réserves, on peut cependant retenir trois considérations : d'abord, dans la période récente les évaluations des deux instituts se sont sensiblement rapprochées, ce qui limite le degré d'incertitude. De plus, il semble bien qu'il y ait un réel mouvement de baisse des dépenses militaires sur la période récente (depuis la fin des années quatre-vingt). Enfin, ce mouvement de baisse doit lui-même être relativisé au regard des données sur la longue période : il ramène les dépenses militaires mondiales (en valeur constante) au niveau du milieu des années quatre-vingt, suivant l'ACDA. L'analyse est plus compliquée en ce qui concerne les données du SIPRI : le niveau atteint en 1995 serait comparable à celui de 1974, d'après l'annuaire du SIPRI de 1979, mais très nettement au dessus du niveau des années quatre-vingt suivant les annuaires de 1985 et 1998. Quel que soit le point de comparaison exact, on peut cependant conclure que l'actuel mouvement de baisse des dépenses militaires n'a pas créé un creux historique, mais a seulement ramené ces dépenses autour de la moyenne des années soixante-dix et quatre-vingt.

☞ ☞ ☞

Ce mouvement de baisse des dépenses militaires depuis la fin des années quatre-vingt est clairement établi en ce qui concerne les cinq pays (Etats-Unis, URSS puis Fédération de Russie, France, Royaume-Uni, République fédérale allemande puis Allemagne) :

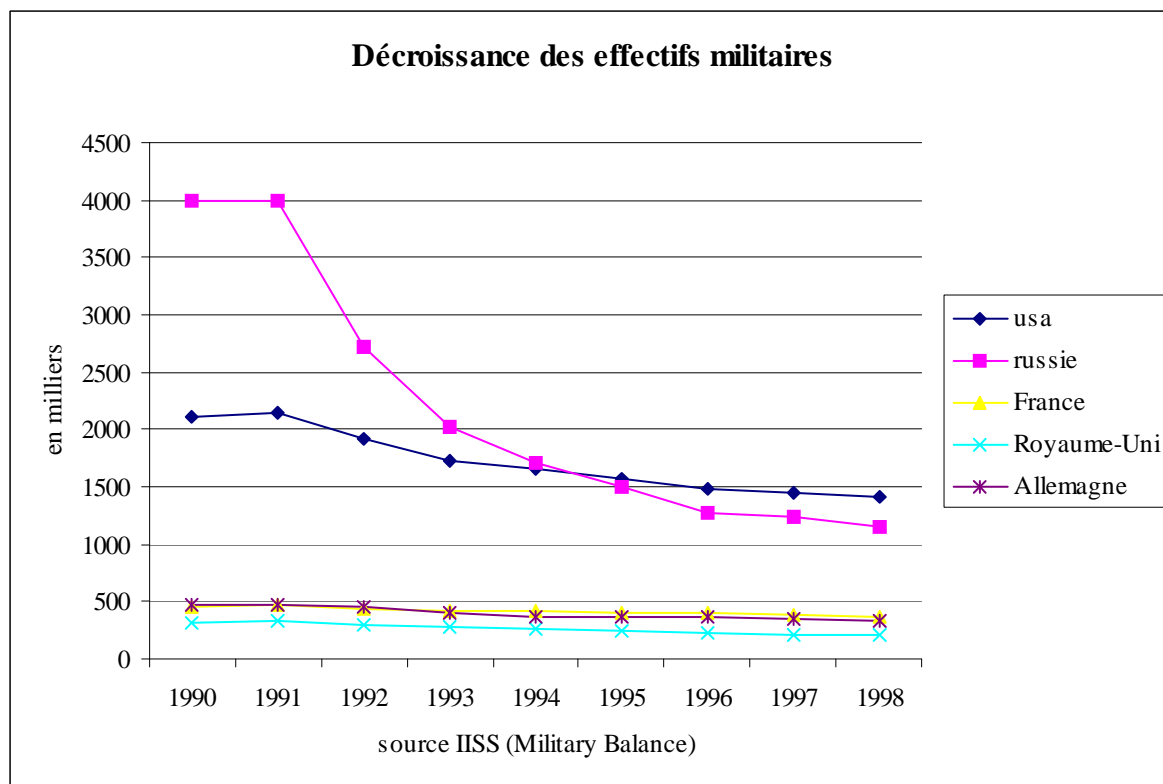
<p align="center">Dépenses militaires 1988-1998 selon le Sipri (milliards de dollars constants 1995)³</p>
--

³ Source : Sipri, Yearbook 1998 et 1999

	Etats-Unis	URSS puis Russie	France	Allemagne	Royaume- Uni
1988	377	259	51	54	43
1989	374	240	52	54	43
1990	357	203	52	57	42
1991	314		52	53	43
1992	331	48	51	50	39
1993	314	42	50	45	38
1994	296	41	50	42	37
1995	279	26	48	41	34
1996	264	23	47	40	34
1997	262	25	47	39	32
1998	252	11	46	39	32

Il montre aussi que, dans la période, si l'URSS tentait, quant à son budget de défense, de jouer « non loin » des Etats-Unis, la fédération de Russie est revenu à un niveau plus modeste qui est celui des trois grands pays européens.

Ce mouvement de baisse se constate aussi sur la période si l'on prend en considération les effectifs militaires (graphique 2) :



la baisse est considérable pour la Russie qui passe de 4 millions d'hommes sous les drapeaux à environ 1.2 million. mais il est loin d'être négligeable pour les Etats-Unis (de 2.2 millions à 1.4) et pour les trois pays européens (ici agrégés) (de 1.3 millions à 0.9), en notant de surcroît que les évolutions de la conscription en France et en Allemagne vont continuer à produire des effets de même sens. Il se constate plus nettement encore en ce qui concerne les arsenaux nucléaires stratégiques en conséquence des traités Start I et START II, en attendant que START III aboutisse.

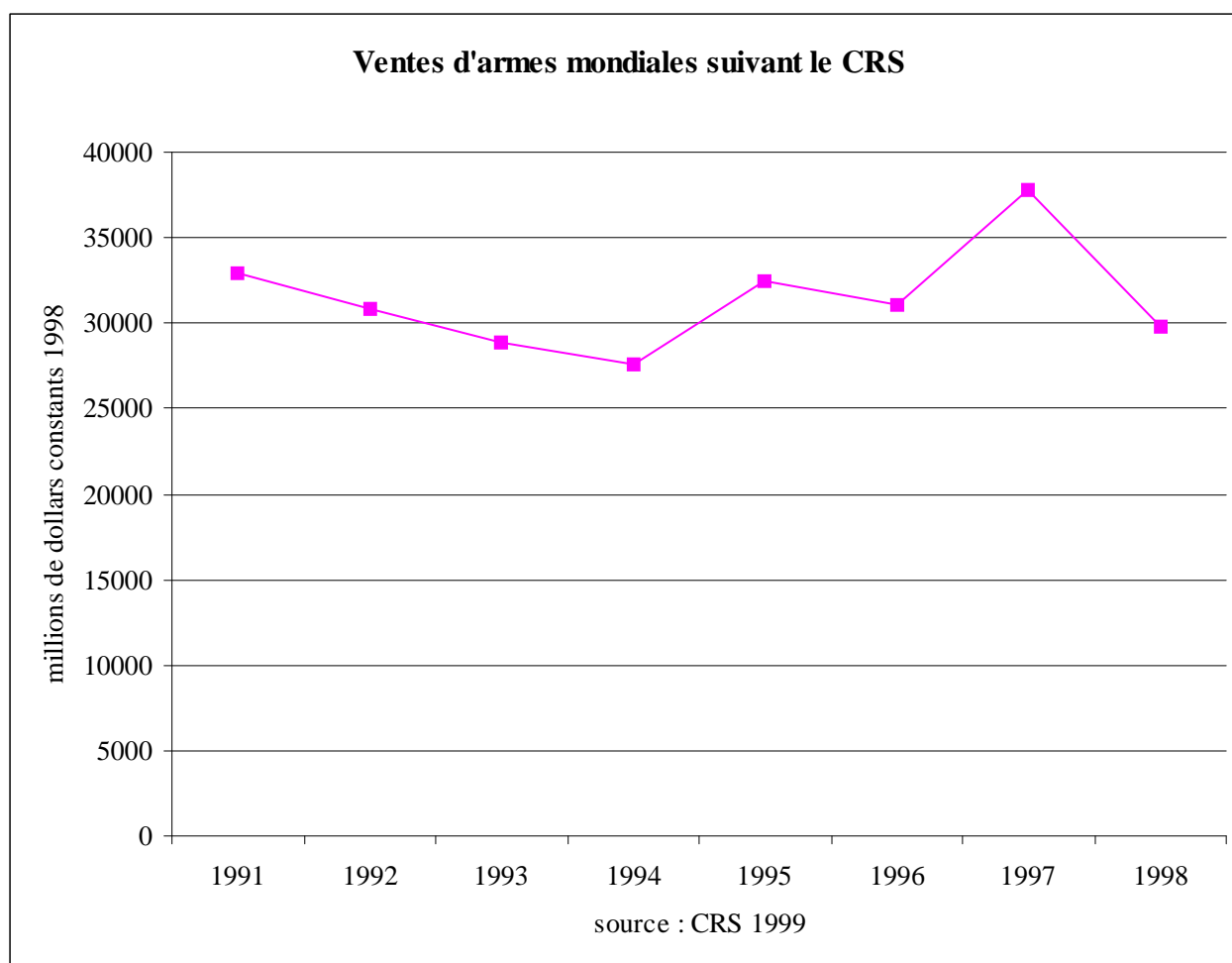
Evolution des quantités de têtes nucléaires stratégiques 1988-1998		
	1988	1998
Etats-Unis	13000	7206
Russie	11562	5972
France	434	464
Chine	324	290
Royaume-Uni	328	185

Ce dernier aspect met en évidence l'hétérogénéité des dépenses militaires. Tous les postes de ces dépenses n'évoluent pas de la même façon. La décade du nucléaire est particulièrement marquée, à la suite de la disparition de la structure bipolaire du monde, structure qui était à la fois lieu d'affrontement et mis en ordre des relations internationales, en revanche d'autres dimensions des dépenses militaires. De même, la baisse des effectifs est très importante ce qui est également une des conséquences de cette nouvelle configuration mondiale et des changements qu'elle entraîne dans la définition des moyens de la défense.

En revanche, les transferts mondiaux d'armements n'enregistrent pas une évolution comparable. Les difficultés statistiques, en ce qui concerne les transferts d'armements, ne sont pas moindres que pour les dépenses militaires.⁴ Mais, que l'on suive l'indicateur du SIPRI ou les données publiées par le service de recherche du congrès américain (CRS)⁵ (graphiques 3 et 4), on constate que si la première partie de la décennie quatre-vingt-dix a vu une contraction importante des transferts d'armements, la deuxième moitié de la décennie est marquée par une reprise. L'année 1994 est celle du point bas.

⁴ On trouvera un exposé méthodologique détaillé dans Jean-Paul Hébert, *Les exportations d'armement. A quel prix ?*, La documentation française, Paris, 1998. (chapitre 1, « Mesure des exportations françaises d'armement », pages 11-19).

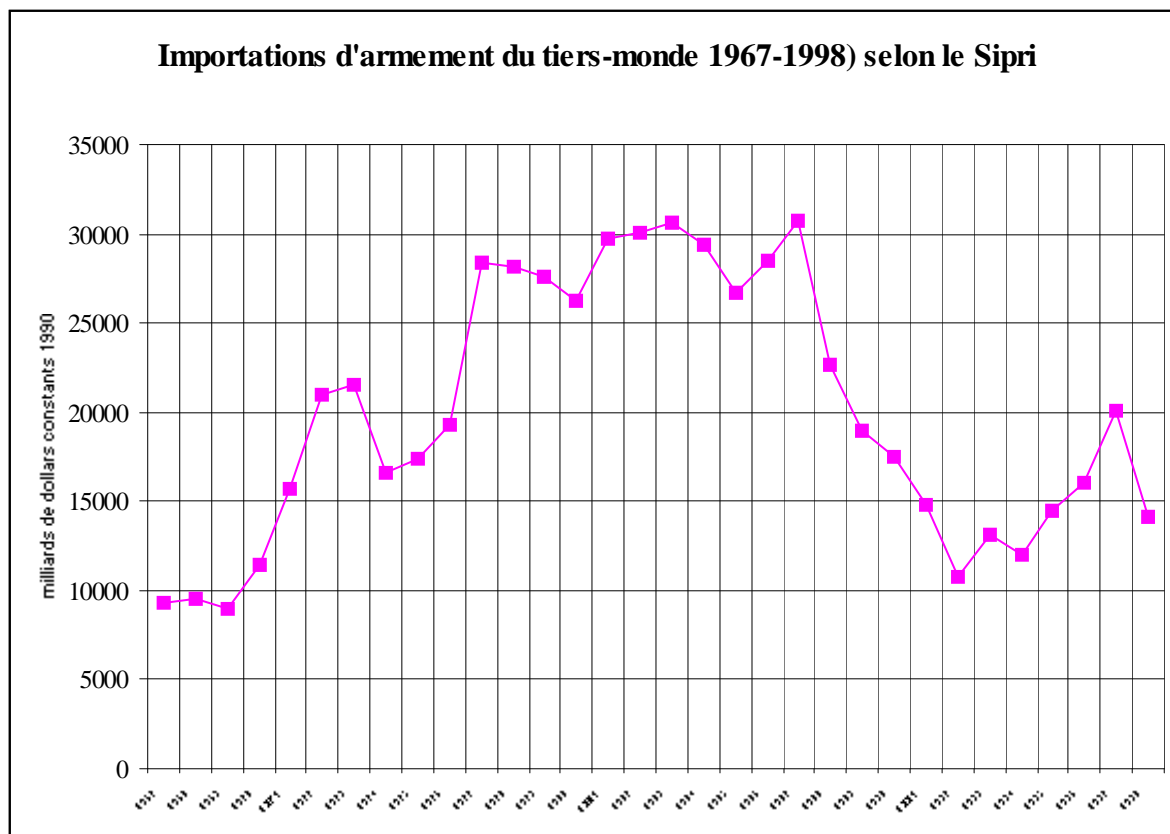
⁵ Congressional Research Service. Rapport annuel de Richard Grimmett.



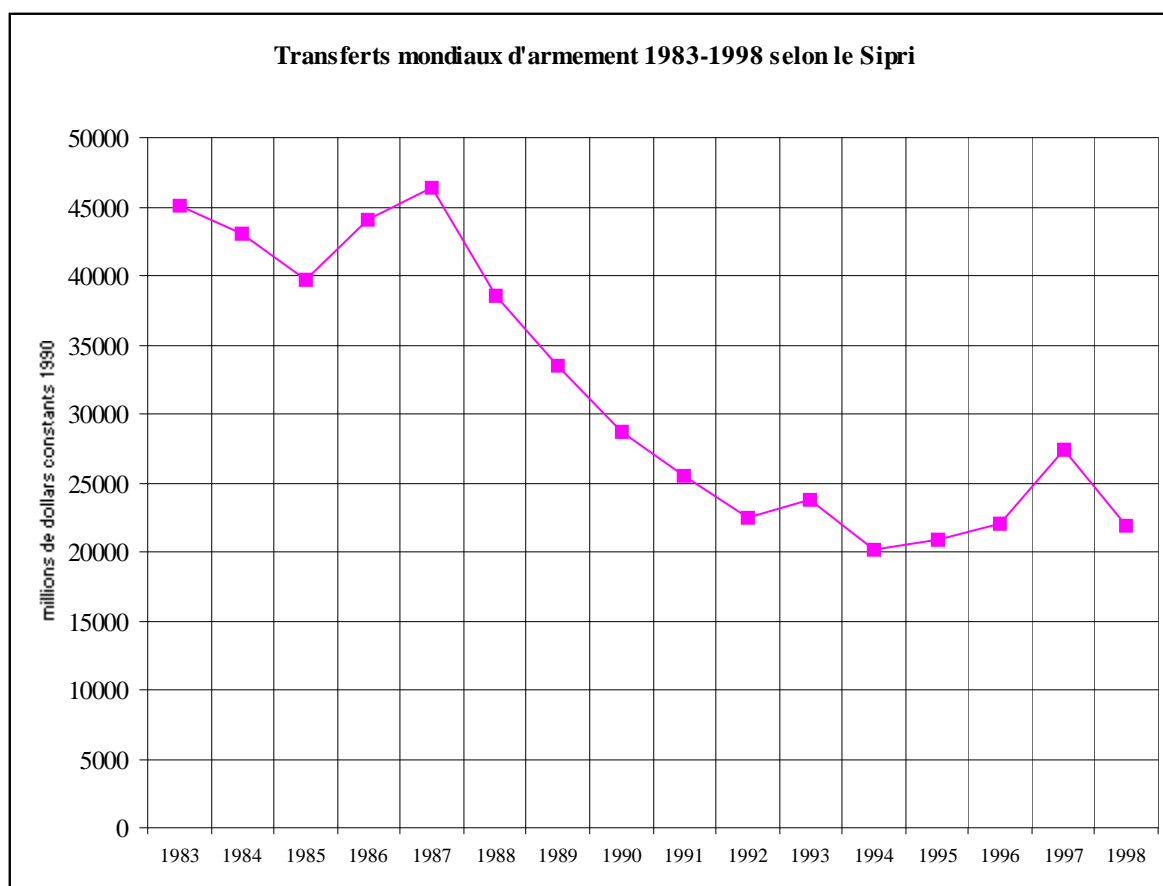
Ce mouvement de baisse s'explique assez facilement après les sommets enregistrés depuis les années quatre-vingt, avec la guerre Irak-Iran, la formidable accélération des dépenses militaires américaines sous la présidence Reagan, puis la guerre du Golfe.

Il faut cependant tenter de replacer ces mouvements dans une perspective plus longue. La difficulté réside dans l'insuffisance des statistiques : le SIPRI fournit des séries longues pour les transferts d'armes au tiers-monde⁶:

⁶ Moyennant le raccordement des séries dont les unités (dollars constants de différentes références : 1975, 1985, 1990) varient) pour ce graphique, on a utilisé : pour 1967-1970, Yearbook 1987 (en dollars 1985), pour 1971-1982, le Yearbook 1991 (en dollars 1985), pour 1983-1984, le Yearbook 1993, pour 1985-1988, le Yearbook 1995, pour 1988-1998 le Yearbook 1999. Ces trois derniers volumes sont en dollars constants 1990, pour convertir les dollars 1985 en dollars 1990, on a utilisé un coefficient = 1.24.



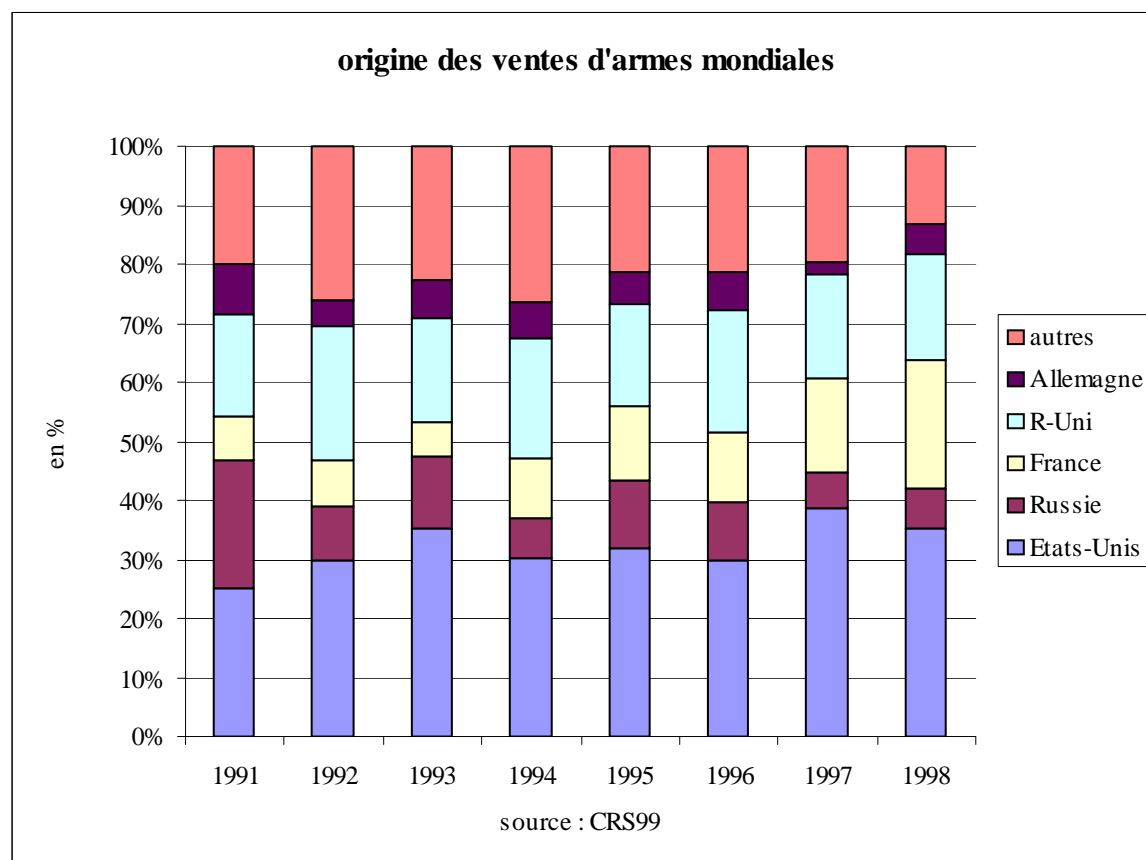
Qui montrent qu'après le plafond très élevé des années 1977-1987, ces transferts ont sensiblement décliné (fin de plusieurs conflits, limitation des moyens financiers, constitution d'arsenaux), avant de remonter dans les années récentes au niveau moyen des années soixante-dix, avant cette augmentation considérable. Il s'agit donc d'un mouvement de retour à un niveau plus supportable, mais pas nécessairement d'un tarissement de ces transferts. Le mouvement mondial total (incluant les importations du tiers-monde et des pays industrialisés) n'est visualisable, sur la base des données du Sipri que depuis le début des années quatre-vingt :



Il dessine cependant un mouvement comparable : après le palier exceptionnellement élevé qui va jusqu'en 1987, on assiste à une décroissance qui passe par un point bas en 1994 avant d'entamer un mouvement de remontée qui semble bien devoir se continuer à l'orée des années 2000, signe que le marché n'a pas disparu mais qu'il est en train de se transformer, conjointement aux transformations des problématiques de guerre et d'ordre mondial.

On doit noter encore que la hiérarchie des vendeurs d'armes s'est transformée. La part de la Russie a considérablement diminué. Le poids des Etats-Unis est en augmentation sur la décennie. Les trois principaux exportateurs européens (France, Royaume-Uni, Allemagne) ont vu leur part augmenter jusqu'à dépasser celle des Etats-Unis, s'il faut en croire ces données d'origine américaine. Toutefois, il y a une grande incertitude sur ce point. Les données du Sipri ne confirment pas cette prééminence européenne. De plus le CRS a procédé en 1997 à une révision drastique de ses données

modifiant substantiellement la hiérarchie mondiale, sans fournir d'explications méthodologiques.⁷



On n'oubliera pas cependant que le montant des transferts mondiaux d'armement ne représente qu'environ un sixième des dépenses mondiales d'armement, lesquelles représentent elles-mêmes un quart à un tiers des dépenses militaires.

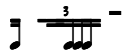
Finalement, au niveau mondial, si on a bien depuis la fin des années quatre-vingt une contraction des dépenses militaires, qui s'accompagne d'une réduction des effectifs et d'une réduction des transferts d'armement, ce mouvement ne fait en volume que retrouver le niveau des années soixante-dix. Il traduit surtout une adaptation en cours aux nouvelles formes de guerre, de risques, de menaces, d'affrontement, marquée

⁷ voir Jean-Paul Hébert, " A qui profite la disparition de vingt milliards de dollars de ventes d'armes américaines ? ", *Le Débat stratégique*, N°41, novembre 1998.

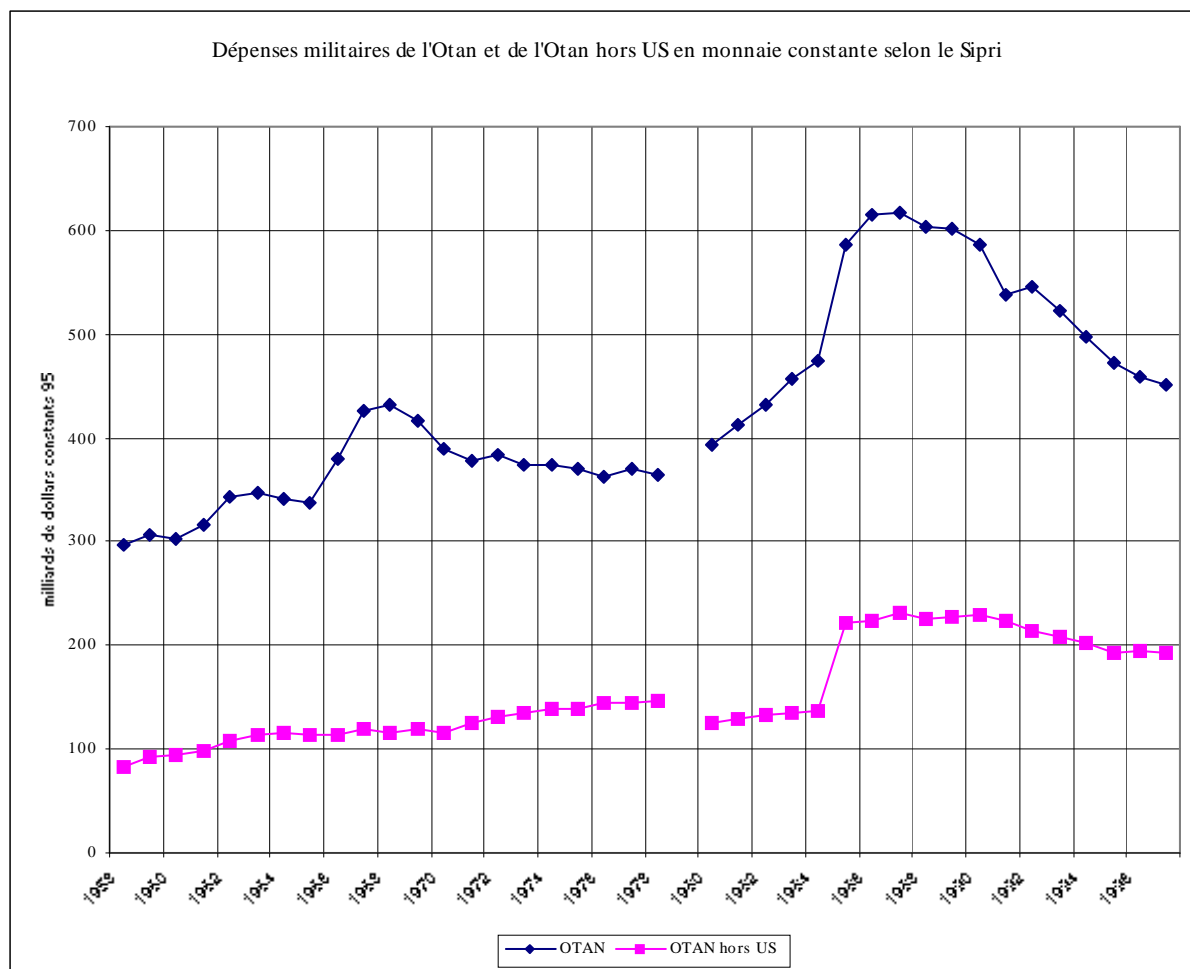
par un amoindrissement du nucléaire⁸, par la fin du recours aux gros bataillons et aux mobilisations massives qui n'avait de sens que dans le contexte d'un affrontement bloc contre bloc et par l'entrée dans des formes de défense technologiquement sophistiquées et "professionnalisées".

2 L'évolution des dépenses militaires dans l'Alliance atlantique.

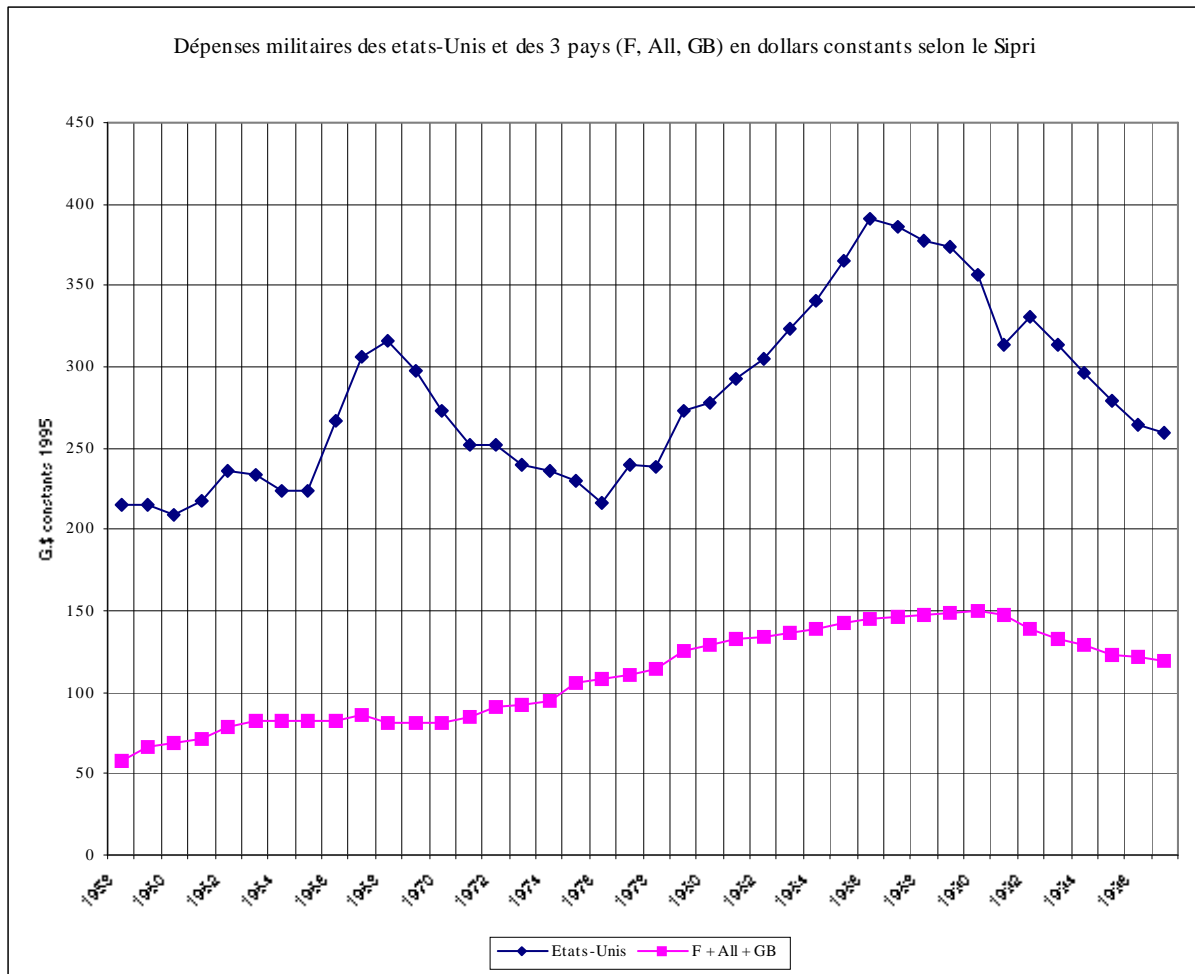
Les dépenses militaires de l'OTAN sont passées par un maximum supérieur à 600 milliards de dollars (constants 1995) au milieu des années quatre-vingt, correspondant au plein effet de l'accroissement des budgets américains de défense de la présidence Reagan, dépassant ainsi très nettement le sommet de la deuxième moitié des années soixante correspondant à la guerre du Vietnam. La progression des dépenses militaires des pays européens de l'alliance est continue depuis la fin des années cinquante et ne s'inverse qu'au début des années quatre-vingt dix.



⁸ Sauf à ce que, dans l'avenir, la mise en œuvre par les Etats-Unis de leur projet de défense anti-missiles balistiques ne relance une course aux équipements nucléaires qui n'est en l'état souhaité par aucune des autres puissances nucléaires.

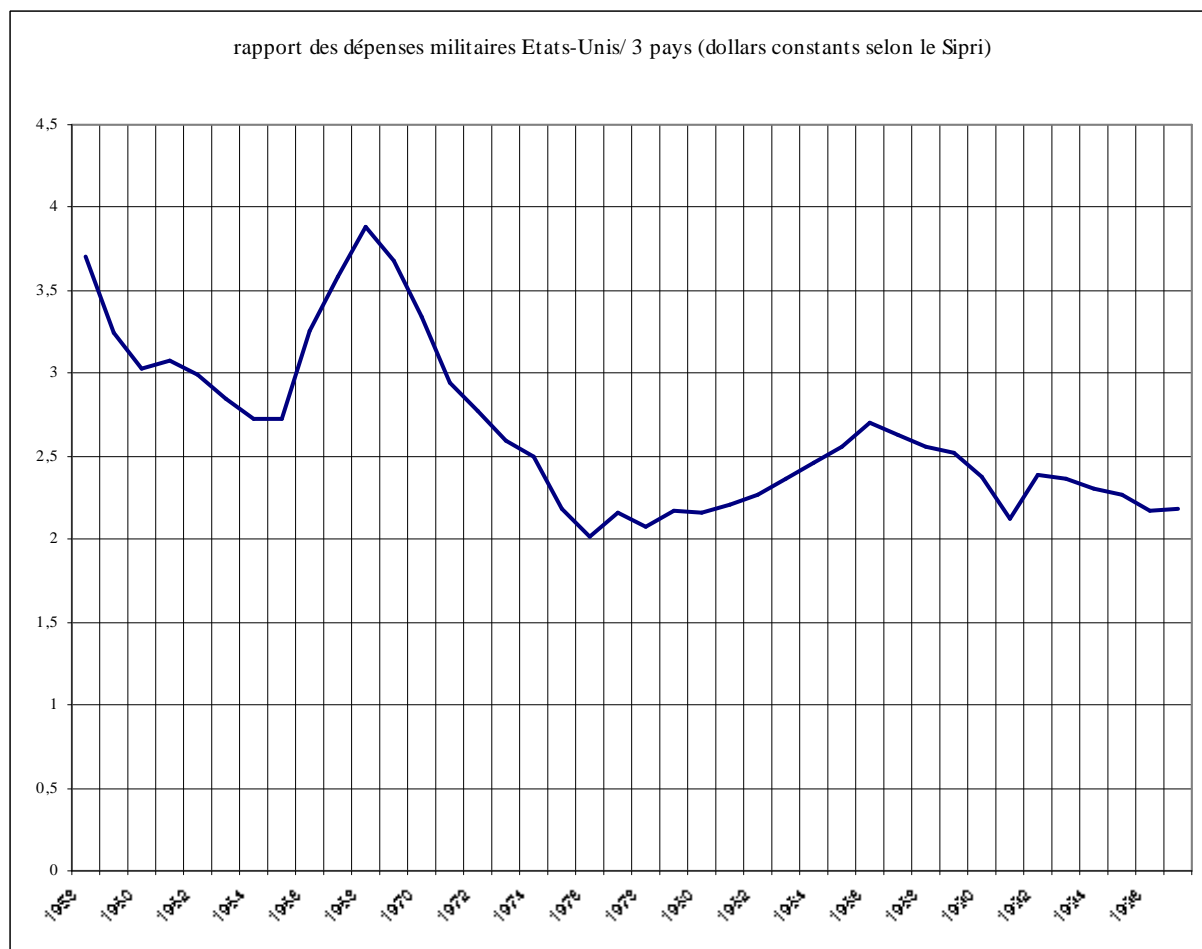


Mais la différence des rythmes d'évolution est encore plus nette si on compare les dépenses militaires des Etats-Unis à celle des trois pays européens (Allemagne, France, Royaume-Uni) : alors que les dépenses américaines sont marquées par d'importantes fluctuations et surtout par les "bosses" correspondantes à la guerre du Vietnam d'abord pour la période 1964-1971 puis à celle de l'initiative de défense stratégique (1982-1988), puis par la forte décreue postérieure à la guerre du golfe, les dépenses des pays européens connaissent une progression beaucoup plus régulière, qui laisse penser que les déterminants politiques de l'effort de défense à l'intérieur de l'alliance atlantique sont loin d'être exactement homothétiques.



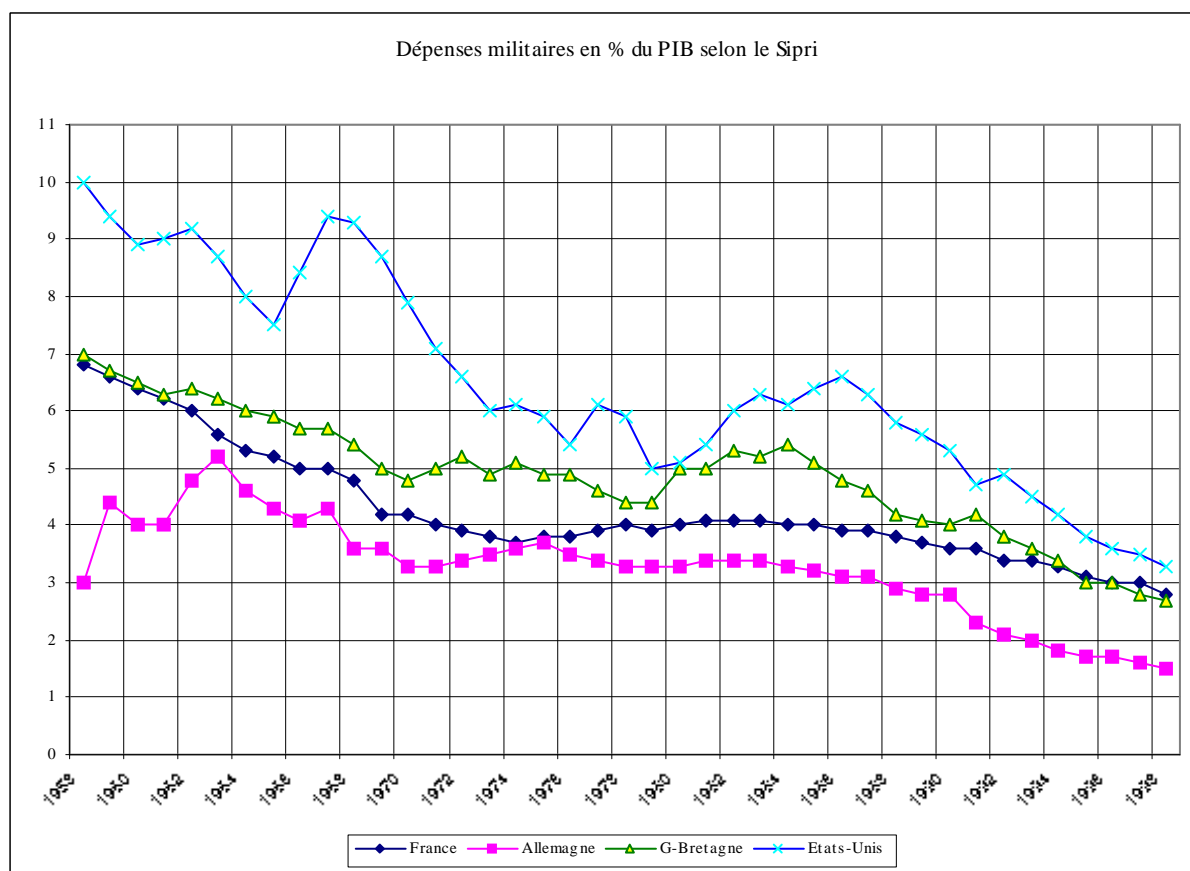
Ce que confirme l'examen du rapport entre les efforts de défense des Etats-Unis et des trois pays européens :

On retrouve évidemment les deux périodes particulières signalées ci-dessus (guerre du Vietnam et IDS), mais on voit que les budgets de défense européens ont beaucoup moins "accompagné" la guerre du Vietnam que la période de l'IDS. On constate surtout que, contrairement à certaines analyses critiquant une supposée faiblesse de l'effort de défense européen, le rapport entre dépenses militaires américaines et européennes est sur un trend descendant aussi bien en longue période (il était de un à 3,5 au début des années soixante), que sur la période récente.



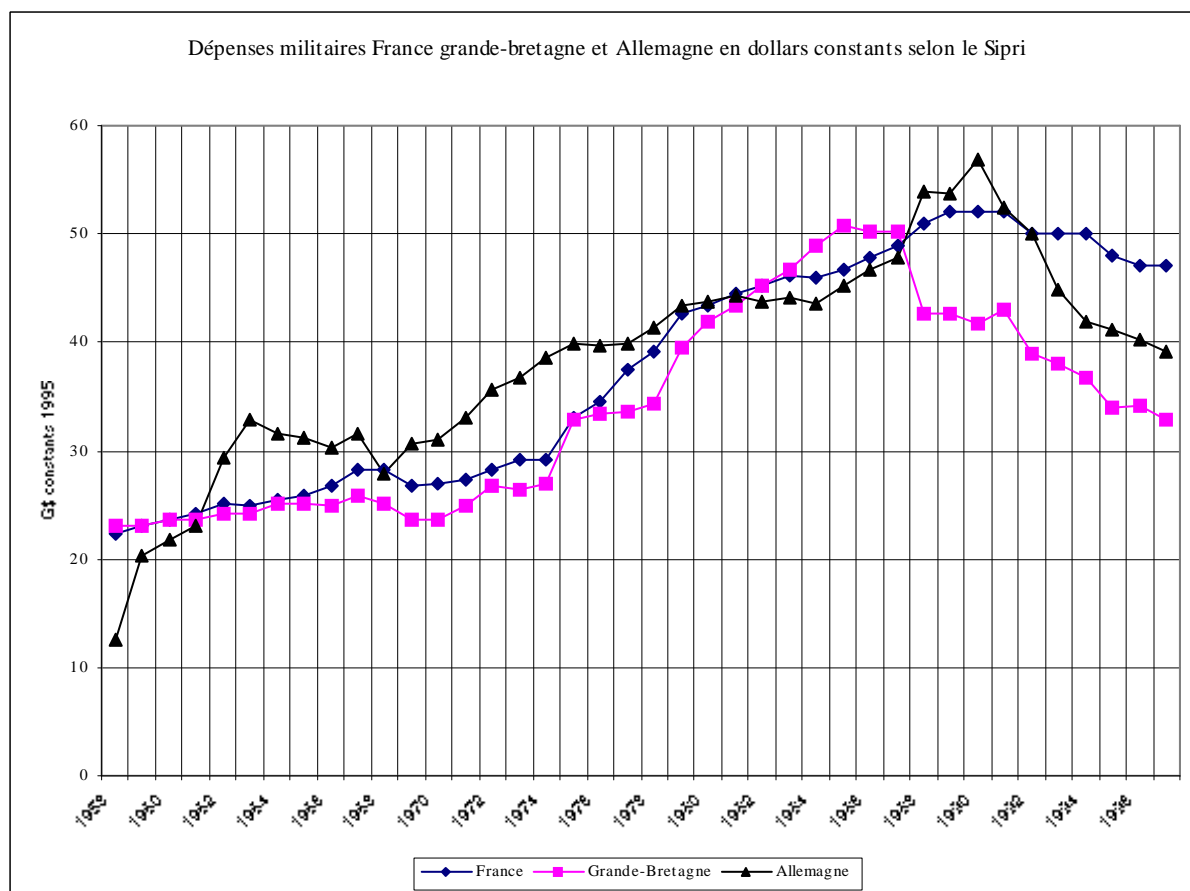
Cette variation du rapport des dépenses de défense entre les Etats-Unis et les pays européens trouve son explication dans l'évolution de la part du PIB consacrée à la défense : En 1958, aux Etats-Unis cette part est de 10% ! et jusqu'en 1971, elle reste comprise entre 8 et 10%. Elle s'établit ensuite à un palier inférieur, mais qui est encore de l'ordre de 6% du PIB de 1973 à 1988, et ce n'est qu'à partir de cette date qu'un glissement continu l'amène à environ 3,5% du PIB. Les proportions de PIB consacrées à la défense par les pays européens sont constamment inférieures. De 1958 à 1996, c'est au Royaume-Uni qu'elle est la plus élevée : elle décroît de 7 à 5% du PIB dans les années soixante et se stabilise autour de ce niveau jusqu'au milieu des années quatre-vingt, avec une remontée dans la période 1979-1985, conséquence à la fois de la guerre

des Malouines et d'un certain accompagnement par le Royaume-Uni de l'initiative de défense américaine. Mais dès le milieu des années quatre-vingt elle entame une diminution sensible qui l'amène au dessous de la proportion française dès 1995. Les proportions allemandes et françaises apparaissent moins sensibles que la proportion britannique aux variations américaines. L'effort de défense allemand en proportion du PIB, après les aléas du début des années soixante (crise de Berlin) et du début des années soixante-dix (contrecoup de l'intervention du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie) entame dès 1975 une diminution, d'abord lente - mais réelle - jusqu'en 1991, puis beaucoup plus accentuée jusqu'à un niveau bas de 1,5% du PIB en 1998. La courbe française est beaucoup plus régulière : elle part d'un niveau élevé en 1958 (guerre d'Algérie) et descend graduellement jusqu'à un premier point bas en 1974. De 1974 à 1991, on constate un cycle (légèrement croissant puis décroissant) autour d'une valeur proche de 4% du PIB. A partir de 1991, la baisse, quoique moins rapide que celle des trois autres pays, est plus marquée.



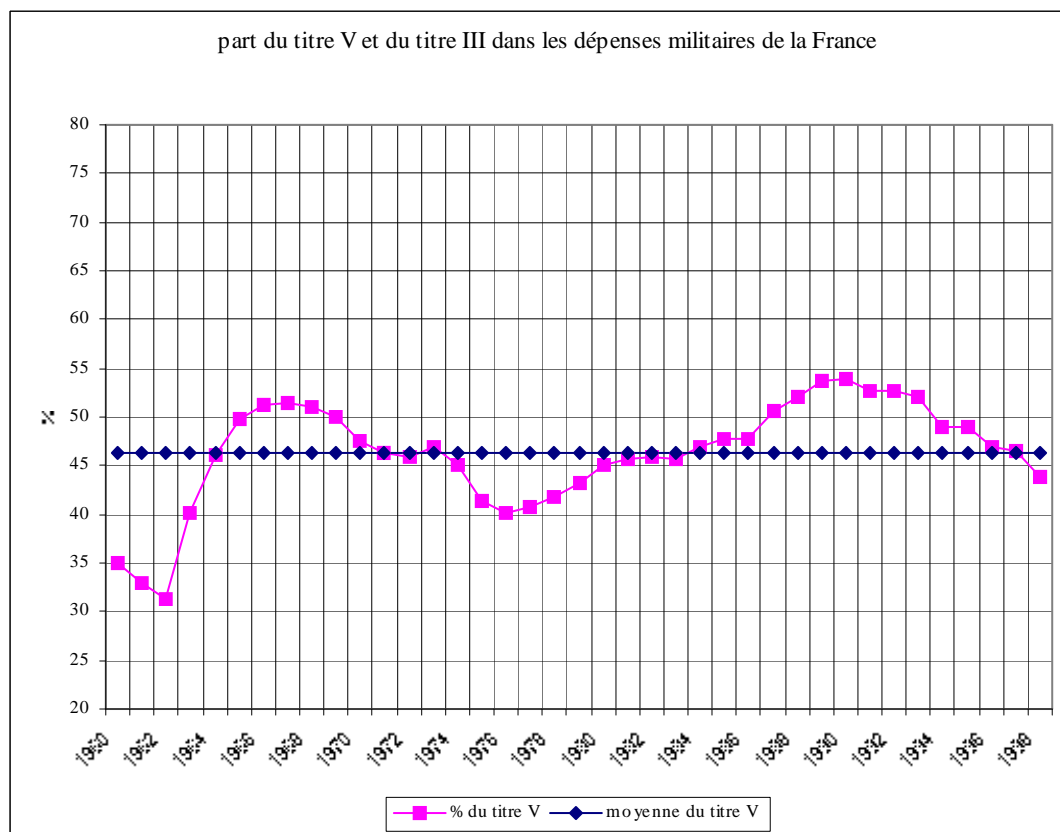
■ ' ,

Cette décroissance de la part du PIB consacrée à la défense ne suffit pas à conclure à une "démilitarisation" des pays européens. En effet, elle s'accompagne d'une augmentation en valeur de cet effort de défense, conséquence de la croissance économique de ces pays. Cette augmentation est continue jusqu'au début des années quatre-vingt dix. Elle se fait avec des rythmes variables suivant les pays : l'Allemagne est le pays qui dépense le plus en valeur absolue, de 1962 à 1990, brièvement dépassée par le Royaume-Uni de 1984 à 1987. La France a une progression modérée jusqu'en 1974 puis plus rapide jusqu'en 1990. Les points de retournement diffèrent dans le temps. L'inversion se fait dès 1987 pour le Royaume-Uni et 1991 pour l'Allemagne. Pour la France, elle a lieu en 1992, mais pour un montant beaucoup plus faible que celui des deux autres pays.



3 L'effort de défense de la France.

Cet effort s'est réparti de manières différentes suivant les périodes entre les dépenses d'équipement (titre V) et les dépenses de fonctionnement (titre III). Depuis 1960, la part du titre V a été en moyenne de 46% du budget.⁹



Ces dépenses en capital partent d'un niveau très bas au début des années soixante, en conséquence des dépenses en personnel liées à la guerre d'Algérie puis augmentent jusqu'à un maximum en 1968, cet effort correspondant à la mise en place des moyens de la dissuasion nucléaire. La part du titre V diminue ensuite jusqu'en 1976, avec une baisse marquée en 1975-1976, liée aux diverses revalorisations consécutives au mouvement des comités de soldat dans cette période. De 1976 à 1990, c'est à nouveau une augmentation : la loi de programmation 1977-1982 lance en effet les commandes de SNLE supplémentaires et installe les missiles S3 du plateau

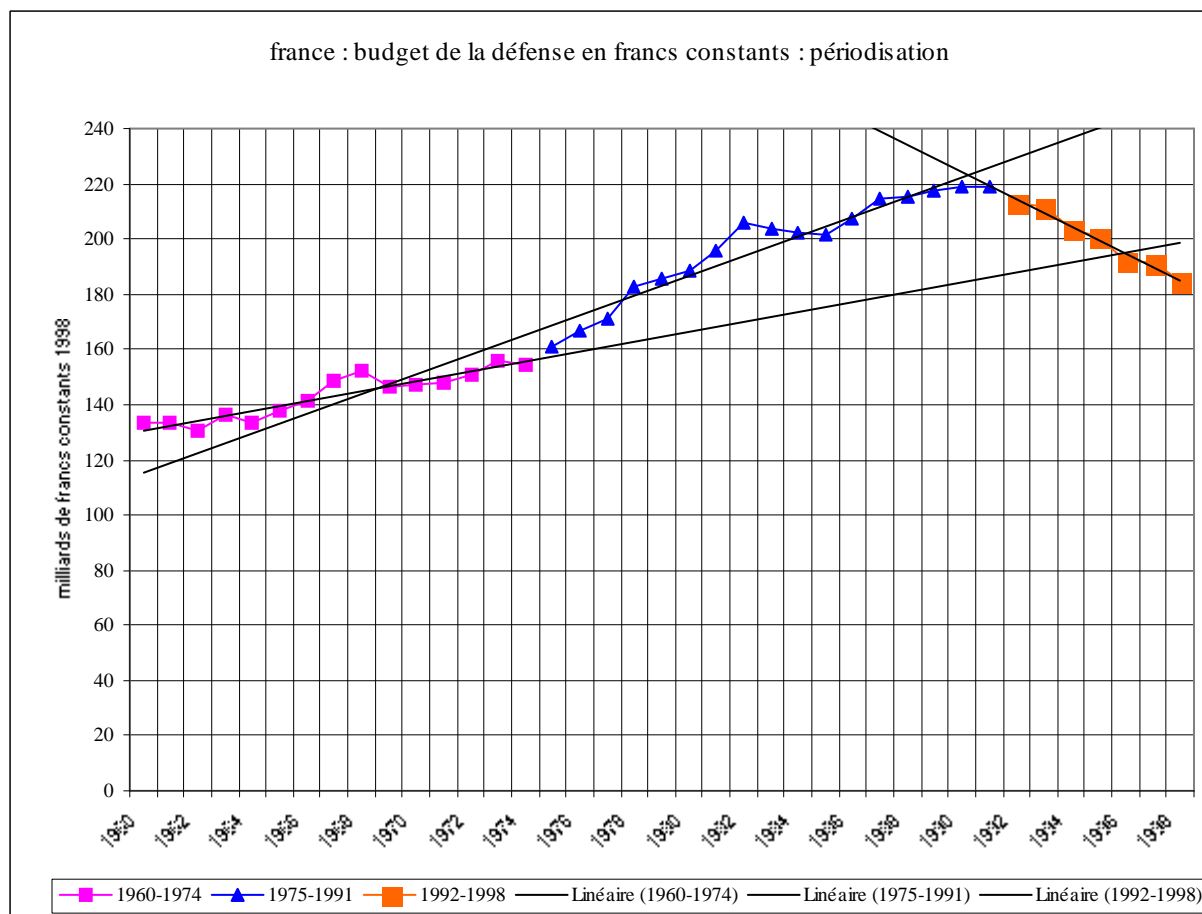
⁹ Budget de la défense en LFI, hors pensions.

d'Albion, mais elle multiplie également les livraisons d'équipements classiques : avions Super-étendard, Mirage F-1, Mirage 2000, Jaguar, corvettes C70, avisos A.69, chars AMX 30, etc. et les deux lois suivantes (1984-1988 et 1986-1991) seront celles d'une formidable accumulation de programmes majeurs (SNLE et SNA de nouvelle génération, avions Rafale, porte-avions nucléaire, chars Leclerc, hélicoptères Tigre et NH 90, missiles M45, etc.). Ce n'est qu'à partir de 1991 que la part du titre V, qui avait dépassé 50% du budget de la défense, va diminuer, cette baisse répercutant la baisse du budget de la défense essentiellement supportée par les dépenses d'équipements plus facilement compressibles que les dépenses de personnel. Cette contrainte est appelée à se perpétuer avec la décision de ne plus recourir à la conscription et de professionnaliser les armées.

Ces variations dans la répartition des crédits militaires renvoient aux périodisations que l'on peut repérer dans l'effort de défense français. On peut établir ces périodisations à partir du volume du budget de la défense (montant en francs constants) ou à partir de la part du PIB consacré à la défense, ou encore à partir du volume de dépense de défense par habitant.

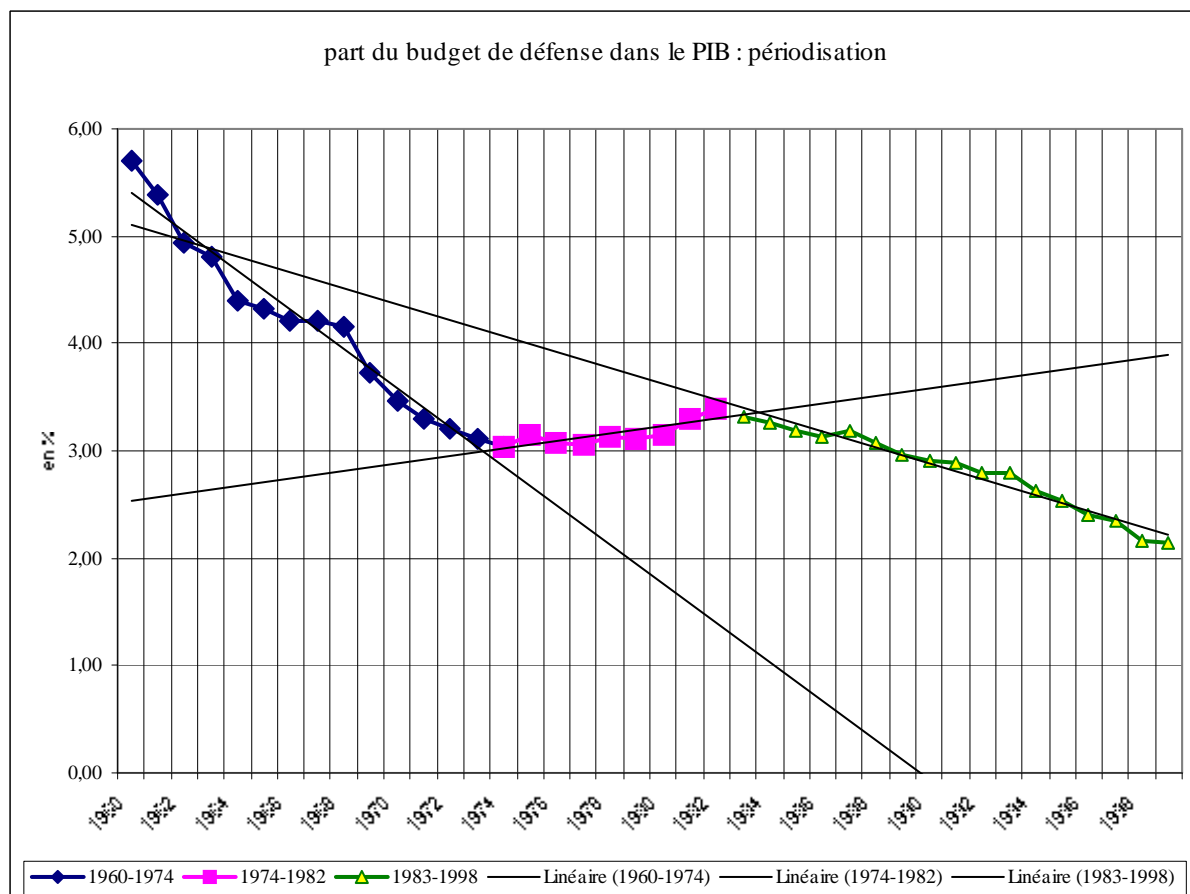
Le budget de la défense en francs constants¹⁰ montre trois périodes bien distinctes : une période 1960-1971 d'augmentation modérée (approximée par une droite $y = 1,7835x + 129,04$, avec $R^2 = 0,8563$), une période 1975-1991 d'augmentation nettement plus rapide (approximée par une droite $y = 3,559x + 112,04$ avec $R^2 = 0,9225$), suivie enfin d'une période 1992-1998 de décroissance (approximée par une droite $y = -4,9176x + 376,8$ avec $R^2 = 0,9751$).

¹⁰ Francs constants 1998



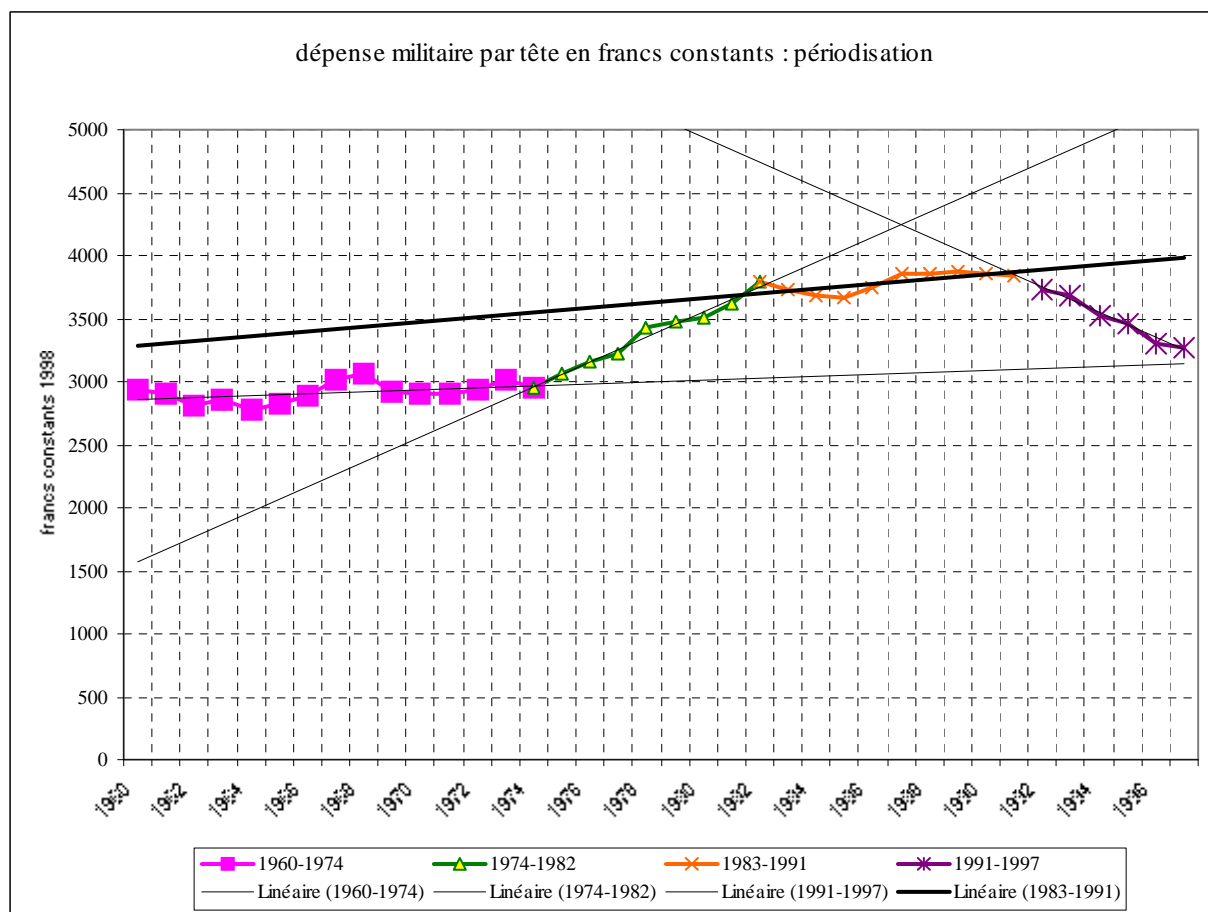
La périodisation à partir de la part du PIB¹¹ consacrée à la défense amène à un découpage un peu différent : si la première période est bien la même, 1960-1974, avec une décroissance rapide (approximation linéaire : $y = -0,1819x + 5,5853$ avec $R^2 = 0,9631$), en revanche on distingue une période 1974-1982 d'augmentation modérée (approximation linéaire : $y = 0,0349x + 2,4905$ avec $R^2 = 0,6708$), suivie d'une nouvelle période de baisse 1983-1998 (approximation linéaire : $y = -0,074x + 5,1767$ avec $R^2 = 0,9671$). On notera que la baisse dans cette dernière période est moins rapide que dans la période 1960-1974, ce qui relativise la perception contemporaine d'une contraction "sans précédent" des dépenses militaires depuis 1991...

¹¹ dans le graphique qui suit il s'agit du budget de la défense hors pension voté en LFI (à la différence des données du Sipri qui reprend la définition OTAN, c'est-à-dire le budget de la défense y compris les pensions).



Là où le mouvement des dépenses de défense en volume montrait une continuité dans la période 1974-1991, l'évolution de l'effort de défense par rapport au PIB fait apparaître une période nouvelle 1974-1982. La contradiction n'est qu'apparente et on peut obtenir une vue synthétique en analysant le ratio "dépense militaire par habitant en francs constants". Bien entendu, ce ratio utilisé seul ne saurait être représentatif de la capacité militaire d'un pays, mais combiné avec ceux qui précèdent il fournit des indications utiles. En effet, il montre une périodisation en quatre temps (et non plus en trois comme dans les deux représentations précédentes) : de 1960 à 1974, on a une quasi-stagnation autour de 3000 francs (constants 1995) (approximation linéaire : $y = 7,7585x + 2851,6$, avec $R^2 = 0,2009$), puis de 1974 à 1982 une augmentation qui fait passer la dépense par habitant à 3800 francs (approximation linéaire : $y = 99,443x + 1466,6$ avec $R^2 = 0,9808$), suivie à nouveau de 1983 à 1991 d'une quasi-stagnation (approximation linéaire : $y = 18,756x + 3272,3$ avec $R^2 = 0,5042$), conclue enfin pour

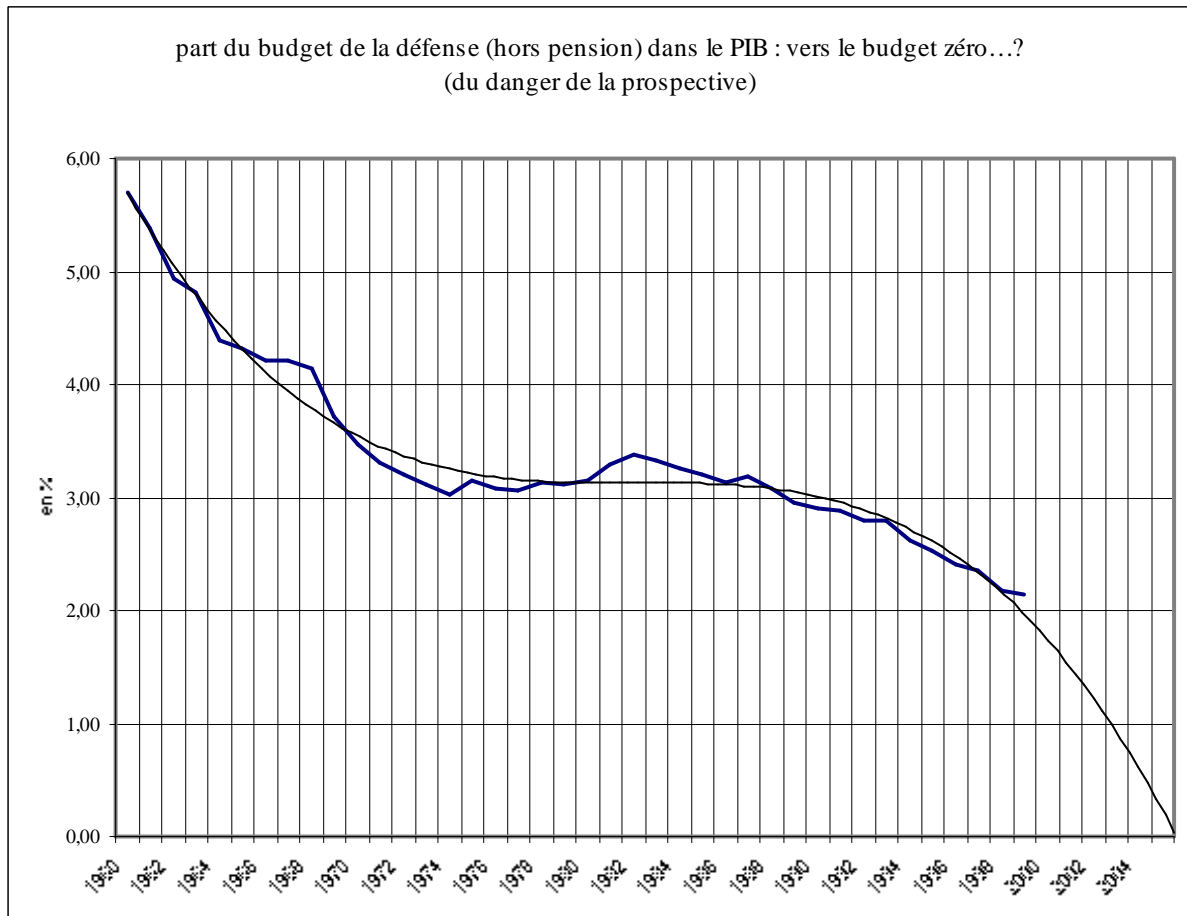
les années 1991-1997 par une baisse sur un rythme à peu près inverse de celui de la période de hausse 1974-1982 (approximation linéaire : $y = -99,16x + 7015,9$ avec $R^2 = 0,972$).



En termes de dépense de défense par habitant, il apparaît donc que le niveau actuel n'est que le retour à celui du milieu des années soixante-dix. Certes, c'est une inflexion par rapport au mouvement de hausse précédent, mais ce n'est pas une rupture aussi importante qu'on pourrait le penser.

On ne résistera pas à l'envie de souligner les limites des instruments quantitatifs dans ce domaine à l'aide du graphique qui suit : le ligne brisée représente la part du budget de la défense (hors pension dans le PIB français). La courbe est une approximation de ces données, par une courbe du troisième degré : $y = -0,0002.x^3 + 0,0166.x^2 - 0,3822.x + 6,0607$ avec une corrélation excellente puisque $R^2 = 0,9748$.

Mais si l'on prolonge cette courbe de tendance jusqu'en 2006, comme sur la figure, on voit qu'elle coupe l'axe des abscisses : la part du PIB consacrée à la défense serait donc nulle, résultat politiquement tout à fait improbable. On est donc, dans le domaine de l'analyse stratégique, toujours renvoyé au primat de l'analyse politique sur les résultats quantitatifs.



Conclusion : transmutation de la militarisation mondiale.

L'analyse du mouvement de militarisation / dé militarisation mondiale sur la deuxième moitié du vingtième siècle se heurte à de sérieux problèmes méthodologiques dont les notables sont la disparité des sources, le caractère lacunaire

des séries disponibles et l'incohérences de certaines données. De plus la caractérisation de ce mouvement est limitée par le nombre restreint d'indicateurs utilisés ci-avant.

Sans négliger ces problèmes et ces limites, on peut néanmoins en conclusion souligner trois aspects :

D'abord, le mouvement de contraction des dépenses militaires postérieur à l'implosion de l'URSS doit être replacé en perspective sur la longue période. Sur les quarante dernières années, on constate des variations sensibles des dépenses militaires, plus ou moins cyclique, et en tout cas liées à des décisions politiques majeures de la part des principaux protagonistes de la scène militaire mondiale. Du coup, le mouvement -réel - de baisse des années quatre-vingt-dix ne saurait être considéré comme un processus de démilitarisation. Il s'agit plutôt d'un cycle qui, pour une période de court ou moyen terme, traduit une adaptation à des conditions internationales transformées.

Ensuite on ne doit pas perdre de vue que le mouvement de contraction des dépenses militaires est ambivalent : s'il est incontestablement significatif en termes de proportion du PIB consacrée à la défense, en revanche il s'accompagne d'un maintien en termes de dépenses de défense par habitant et d'une baisse beaucoup plus modérée en volume absolue. Il y a donc contraction relative mais pas absolue.

Donc il faut bien comprendre que ce mouvement en peut être analysé uniquement quantitativement. C'est d'une transmutation de la défense qu'il s'agit plus que d'une démilitarisation. Dans cette architecture nouvelle, la place du nucléaire se réduit, les effectifs massifs sont abandonnés, les moyens de coordination et de communication prennent une importance centrale, brouillant les distinctions claires antérieures entre activités militaires et activités civiles, l'efficacité économique des dépenses militaires prime sur leur volume, spécialement en ce qui concerne les équipements, une problématique plus large de "sécurité" vient englober les questions de défense. C'est cette transmutation de la défense qui se traduit dans le mouvement contemporain de contraction des budgets militaires. A l'orée du XXI^e siècle, cette transmutation nous renvoie à la nécessité de replacer dans une perspective longue les problèmes de défense et de sécurité.

MILITARISATION OU DEMILITARISATION DU MONDE ?.....	1
L'évolution des dépenses militaires mondiales en longue période.....	1
1 Quelle est la réalité du mouvement mondial de contraction des dépenses militaires ?.....	1
Il n'y a pas de rupture fondamentale sur le long terme.....	2
mais il y a bien un changement sur le moyen terme	3
2 L'évolution des dépenses militaires dans l'Alliance atlantique.	11
L'augmentation du montant des dépenses militaires de l'OTAN	11
Mais une certaine décroissance en proportion du PIB	14
L'effort de défense en Europe.....	16
3 L'effort de défense de la France.	17
Conclusion : transmutation de la militarisation mondiale.....	22